



Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Côte-d'Or

Marché n° 2025E08 relatif aux assurances pour les besoins

du Service Départemental d'Incendie et de Secours

de la Côte-d'Or (SDIS 21) – 6 lots

# Règlement de la Consultation (RC)

Au coeur de l'action et  
de notre engagement

# l'humain



# Sommaire

<b>Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>Préambule – Modalités de réponse.....</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre I Objet et forme du marché.....</b>	<b>5</b>
I.1 Type de marché.....	5
I.2 Forme du marché.....	5
I.3 Description du marché / objet du marché.....	5
I.4 Nomenclature européenne.....	5
I.5 Adresse(s) d'exécution des prestations.....	5
I.6 Durée et date d'effet du marché.....	6
I.7 Assistant à maîtrise d'ouvrage.....	6
<b>Chapitre II Conditions de la consultation.....</b>	<b>6</b>
II.1 Type de procédure.....	6
II.2 Allotissement du marché.....	6
II.3 Variantes libres.....	6
II.4 Variantes obligatoires / Prestations supplémentaires éventuelles / Prestations alternatives / Options.....	6
II.5 Modification de détail au dossier de consultation.....	7
II.6 Dématérialisation de la procédure (cf. annexe n° 1 au règlement de consultation).....	7
<b>Chapitre III Conditions relatives au marché.....</b>	<b>7</b>
III.1 Unité monétaire.....	7
III.2 Modalités de soumission.....	7
III.3 Dispositions relatives à la libre concurrence.....	8
III.4 Forme juridique du groupement d'entreprises attributaire du marché.....	8
III.5 Délai de validité des offres.....	8
III.6 Visite des risques.....	8
III.7 Modalités essentielles de financement et de paiement.....	8
III.8 Cautions et garanties exigées.....	9
<b>Chapitre IV Présentation des plis.....</b>	<b>9</b>
IV.1 Offres présentées sous forme papier – copie de sauvegarde.....	9
IV.2 Offres présentées sous forme dématérialisée.....	9
IV.3 Contenu des plis.....	9
IV.3.1 Renseignements relatifs à la candidature (1 dossier unique pour tous les lots).....	10
IV.3.2 Renseignements relatifs à l'offre (1 dossier par lot).....	11
<b>Chapitre V Date et modalités de remise des offres.....</b>	<b>12</b>
V.1 Dépôt des offres sous forme papier.....	12
V.2 Dépôt des offres sous forme dématérialisée.....	12
<b>Chapitre VI Attribution du marché.....</b>	<b>12</b>
VI.1 Sélection des candidats – vérification des candidatures.....	12
VI.2 Jugement et classement des offres.....	12
VI.3 Information des soumissionnaires et du candidat retenu.....	13
VI.4 Procédure après notification du marché.....	14
<b>Chapitre VII Documents justificatifs fournis par l'attributaire.....</b>	<b>14</b>
<b>Chapitre VIII Autres renseignements.....</b>	<b>14</b>
VIII.1 Contenu du dossier de consultation.....	14
VIII.2 Renseignements complémentaires.....	16
<b>Chapitre IX Annexes au règlement de la consultation.....</b>	<b>16</b>

# Introduction

## Objet du marché

**Marché de services n° 2025E08  
relatif aux assurances pour les besoins du Service Départemental d'Incendie et de Secours  
de la Côte-d'Or (SDIS 21) – 6 lots**

## Acheteur

**Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Côte-d'Or (SDIS 21)  
Sous-Direction des Affaires Administratives, Juridiques et Financières (SDAAJF)  
Service Affaires Générales et Commande Publique (AGCP)  
22 D boulevard Winston Churchill – C.S. 16209  
21062 Dijon cedex  
Tél. : 03.80.112.600  
Mail : [marchespublics@sdis21.org](mailto:marchespublics@sdis21.org)  
Adresse du profil acheteur : <https://www.ternum-bfc.fr>**

## Service gestionnaire

**Sous-Direction des Affaires Administratives, Juridiques et Financières (SDAAJF)  
Service Affaires Générales et Commande Publique (AGCP)**

## Catégorie d'acheteur

**Établissement public territorial**

## Date et heure limite de remise des offres

**Jeudi 10 juillet 2025 à 12h00**

## Préambule – Modalités de réponse

Afin que votre candidature et votre offre soient complètes dès leur réception, nous vous conseillons :

- de lire le présent règlement de consultation et ses annexes,
- de vérifier que l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP) est intégralement rempli par le candidat ou le mandataire du groupement,
- de compléter directement sur l'AE-CCAP l'article 5 « offre financière » et ne pas renvoyer l'indication du prix (taux ou primes) à une feuille annexe,
- pour le dépôt des plis électroniques, de vous conformer strictement aux dispositions de l'article IV.2 du présent règlement.

L'attention des candidats doit être également attirée sur le fait que :

- l'entreprise d'assurance peut se présenter seule ou par le biais d'un intermédiaire d'assurance. Dans ce dernier cas, l'intermédiaire d'assurance agit en tant que mandataire de la compagnie et complète le DC1 avec les coordonnées de l'assureur (cocher la case « le candidat se présente seul »). L'intermédiaire indique ses coordonnées en précisant que l'assureur lui a donné mandat pour agir en son nom et pour son compte. Il doit également fournir les documents exigés pour la candidature, pour la société représentée et pour lui-même.
- l'entreprise d'assurance peut se présenter en groupement conjoint avec un intermédiaire d'assurance. Dans ce cas, un DC1 est complété pour compte commun par le mandataire du groupement, les autres justificatifs devant être fournis par chaque membre du groupement.
- un assureur ne peut pas se faire représenter par plusieurs intermédiaires dans le cadre d'une même procédure de passation (cette règle s'applique pour chaque lot considéré isolément).
- un intermédiaire d'assurance, agent ou courtier, doit obligatoirement présenter une entreprise d'assurance et joindre à sa candidature le mandat de la compagnie.

Pour vous aider à vérifier que vous avez satisfait à toutes les obligations administratives prévues au dossier, vous trouverez en annexe n° 2 au présent règlement une fiche de vérification que nous vous suggérons d'utiliser.

# Chapitre I Objet et forme du marché

## I.1 Type de marché

Le projet de marché est un marché de services.

Catégorie de services : 6a. Services d'assurances.

## I.2 Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un marché ordinaire traité à prix unitaires et/ou à prix global et forfaitaire selon les lots de la présente procédure.

## I.3 Description du marché / objet du marché

Le présent marché a pour objet les assurances pour les besoins du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Côte-d'Or (SDIS 21) et il comporte 6 lots.

## I.4 Nomenclature européenne

Classification CPV (vocabulaire commun des marchés) :

- Objet principal, descripteur principal : 66510000-8.
- Traduction du descripteur : Services d'assurance.
- Objet principal, descripteur principal : 66516000-0.
- Traduction du descripteur : Services d'assurance responsabilité civile.
- Objet supplémentaire, descripteur principal : 66512000-2.
- Traduction du descripteur : Services d'assurances accidents et maladie.
- Objet supplémentaire, descripteur principal : 66513100-0.
- Traduction du descripteur : Services d'assurance défense et recours.
- Objet supplémentaire, descripteur principal : 66515000-3.
- Traduction du descripteur : Services d'assurance dommages ou pertes.
- Objet supplémentaire, descripteur principal : 66515200-5.
- Traduction du descripteur : Services d'assurance de biens.

## I.5 Adresse(s) d'exécution des prestations

Sans objet.

## I.6 Durée et date d'effet du marché

Le contrat est souscrit à effet et pour la durée prévue à l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières.

## I.7 Assistant à maîtrise d'ouvrage

Pour la présente procédure, le SDIS 21 a fait appel au cabinet PROTECTAS en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage dont les coordonnées figurent à l'article VIII.2 ci-après.

# Chapitre II Conditions de la consultation

## II.1 Type de procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

## II.2 Allotissement du marché

La présente procédure fait l'objet d'une décomposition en six (6) lots, traités par marchés séparés :

- Lot n° 1 : Assurance « Responsabilité et risques annexes »,
- Lot n° 2 : Assurance « Tous dommages aux matériels informatiques, électroniques et en exploitation »,
- Lot n° 3 : Assurance « Tous dommages aux échelles »,
- Lot n° 4 : Assurance « Risques statutaires du personnel »,
- Lot n° 5 : Assurance « Protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires »,
- Lot n° 6 : Assurance « Protection juridique des personnes physiques ».

Les candidats pourront répondre à un lot, plusieurs lots ou tous les lots. Un même candidat ne pourra présenter qu'une seule offre par lot.

Ils fourniront un acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières par lot (modèle joint).

Chaque lot correspond à un marché.

## II.3 Variantes libres

Les variantes libres, au sens de l'article R. 2151-8 du Code de la commande publique, ne sont pas autorisées.

## II.4 Variantes obligatoires / Prestations supplémentaires éventuelles / Prestations alternatives / Options

Les candidats devront **proposer obligatoirement une offre correspondant à l'offre de base et aux prestations supplémentaires éventuelles**, objet des différents cahiers des charges sur lesquels ils soumissionnent.

Les Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) sont les suivantes :

- x Pour le lot n° 1 : « Assurance responsabilité civile détenteur et utilisateur de sources de rayonnements ionisants »,
- x Pour le lot n° 4 :
  - PSE n° 1 : « garanties congé de longue maladie – congé de longue durée pour les PATS »,
  - PSE n° 2 : « garanties congé de longue maladie – congé de longue durée pour les SPP ».
  - PSE n° 3 : « garantie accident en service des sapeurs-pompiers volontaires agents de communes de moins de 10 000 habitants (dispositif Loi Matras).

Les variantes imposées ayant le caractère de prestation alternative, au sens de l'article R. 2151-9 du Code de la commande publique, sont éventuellement définies à l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une réponse incomplète constituera un motif d'irrégularité de leur offre.

## II.5 Modification de détail au dossier de consultation

Le SDIS 21 se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours francs avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au présent dossier de consultation. Le décompte du délai de six jours s'opère à compter de la date d'envoi de la modification.

Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## II.6 Dématérialisation de la procédure (cf. annexe n° 1 au règlement de consultation)

La présente procédure d'appel d'offres ouvert fait l'objet d'une procédure totalement dématérialisée. Cette procédure permet au candidat de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique via le site internet accessible à l'adresse : <https://www.ternum-bfc.fr>

Le numéro de référence attribué au marché est le : **2025E08**.

Les candidats n'ont pas la possibilité de recevoir le dossier de consultation sous forme papier et ils devront obligatoirement, en application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, présenter leur offre sous forme dématérialisée via le site précité. Toute offre reçue sous format papier sera déclarée irrégulière et sera rejetée par l'acheteur.

# Chapitre III Conditions relatives au marché

## III.1 Unité monétaire

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire EURO. Il indiquera dans son offre des montants en EURO.

## III.2 Modalités de soumission

Les candidats pourront soumissionner à un ou à plusieurs lots.



Une même compagnie d'assurance ne pourra présenter plus d'une offre pour chaque lot.  
Un même intermédiaire d'assurance (agent ou courtier) ne pourra présenter plus d'une offre par lot.  
Une même personne ne pourra représenter plus d'un candidat par lot.  
L'attribution des lots se fera par marché séparé.

### III.3 Dispositions relatives à la libre concurrence

La présente consultation vaut ordre d'étude et libère les co-assureurs de leurs obligations vis-à-vis des apériteurs actuels.

Aucun assureur ou intermédiaire ne peut revendiquer une quelconque exclusivité ou priorité fondée sur le seul principe de l'antériorité de la saisine des assureurs qui serait considérée comme contraire à la libre concurrence.

Si cette situation se présentait, le SDIS 21 pourra accorder **en cas de blocage de la consultation** un ordre d'étude à différents courtiers ou agents.

### III.4 Forme juridique du groupement d'entreprises attributaire du marché

Pas de forme juridique imposée. Il convient de se référer au préambule du présent règlement.

### III.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **cent-quatre-vingt (180) jours** à compter de la date limite de remise des offres.

### III.6 Visite des risques

Le SDIS 21 se réserve le droit d'organiser la visite des risques à une date qui sera fixée en fonction des demandes des candidats.

### III.7 Modalités essentielles de financement et de paiement

Virement bancaire selon les règles de la comptabilité publique en vigueur et selon les dispositions spécifiques propres au Code des assurances et prévues au cahier des clauses techniques particulières.

Financement par le budget propre du SDIS de la Côte-d'Or.

En application de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance. Il est formellement convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance prévu à l'article L. 113-3 du code des assurances n'est pas considéré comme étant une avance.

Possibilité de cession ou de nantissement de créance conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Paiement dans le délai global de 30 jours.



### III.8 Cautions et garanties exigées

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande conformément au Code de la commande publique.

## Chapitre IV Présentation des plis

Les offres peuvent être présentées par une entreprise unique ou un groupement d'entreprises ; en cas d'attribution du marché à un groupement d'entreprises celui-ci sera contraint de se transformer pour prendre la forme juridique mentionnée à l'article III.4 du présent règlement de consultation.

Les candidats qui font l'objet des cas d'interdictions de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du Code de la commande publique sont exclus de la présente procédure.

Les interdictions de soumissionner facultatives mentionnées aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique seront appliquées pour la présente procédure.

Les candidatures et les offres remises doivent être signées électroniquement par une personne ayant le pouvoir d'engager le candidat.

Tous les documents accompagnant ou constituant l'offre doivent être rédigés en langue française.

### IV.1 Offres présentées sous forme papier – copie de sauvegarde

En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, l'acheteur ne recevra aucune offre sous forme papier dans le cadre de la présente procédure, à l'exception des éventuelles « copies de sauvegarde » mentionnées à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique. En effet, une offre constituant une copie de sauvegarde devra parvenir sur support papier ou sur support physique électronique dans le délai imparti pour la remise des offres. Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » et constituée selon les mêmes modalités que celles décrites à l'article IV.3 du présent règlement.

### IV.2 Offres présentées sous forme dématérialisée

Pour répondre sous forme dématérialisée, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit impérativement :

- Être inscrite sur la plate forme de gestion des marchés publics du SDIS 21 à l'adresse <https://www.ternum-bfc.fr>
- Posséder un certificat électronique valide afin de signer sa réponse.

Tous les plis devront être adressés sous forme dématérialisée conformément à l'article II.6 ci-dessus.

Les modalités d'utilisation de la signature électronique sont indiquées à l'article IV.1 de l'annexe n° 1 au présent règlement de consultation.

### IV.3 Contenu des plis

- En cas de groupement :

Chaque co-traitant devra présenter les mêmes documents le concernant que ceux exigés des candidats à l'article IV.3.1 ci-après.

- En cas de sous-traitance :

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché, à cet effet il fournira dans son enveloppe :

- les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats à l'article IV.3.1 ci-après (éléments relatifs à la situation du candidat) ;
- la preuve de l'engagement du sous-traitant, pour cela l'entreprise produit soit :
  - le contrat de sous-traitance ;
  - un engagement écrit du ou des sous-traitants.

L'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

#### **IV.3.1 Renseignements relatifs à la candidature (1 dossier unique pour tous les lots)**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces et documents nécessaires à la sélection des candidatures prévus aux articles R. 2142-5 à R. 2142-14 et R. 2143-3 du code de la commande publique :

- Une lettre de candidature modèle DC1 (version mise à jour du 01/04/2019) ou équivalent ;
- Pour les courtiers, le mandat de la compagnie au courtier sur modèle en annexe du règlement de consultation ;
- Pour les agents, le mandat de la compagnie à l'agent sur modèle en annexe du règlement de consultation ;
- La déclaration du candidat modèle DC2 (version mise à jour du 21/11/2023) ou équivalent pour chaque membre du groupement ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ;
- Pour les intermédiaires d'assurance, l'attestation d'inscription à un registre des intermédiaires en assurance (attestation ORIAS ou tous autres certificats équivalents d'organismes établis dans un autre Etat membre que la France).
- La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- La liste de références significatives, notamment dans le domaine des acheteurs publics pour chacune des trois dernières années ;
- La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement ;
- Si le formulaire DC1 n'est pas utilisé, la déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique, selon modèle joint au présent règlement de la consultation ;
- Pour les intermédiaires d'assurance, l'attestation d'assurance et de caution financière conforme au code des assurances ;

- Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique.

**En cas de groupement, il devra être fourni un DC1 commun au groupement et par chacun des membres du groupement, les pièces mentionnées ci-avant.**

**De même, l'intermédiaire d'assurance qui présente la candidature d'une société d'assurances doit fournir les documents exigés pour la candidature, pour la société représentée et pour lui-même.**

Pour la fourniture des éléments décrits ci-dessus, les candidats peuvent compléter et signer les formulaires DC1 et DC2 version 2019 disponibles en téléchargement sur le site du Ministère de l'Économie et des Finances à l'adresse suivante: <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. De plus, conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir à l'acheteur les documents et renseignements qui ont déjà été fournis dans le cadre d'une précédente procédure et qui demeurent valables.

#### IV.3.2 Renseignements relatifs à l'offre (1 dossier par lot)

1. l'Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (AE-CCAP) n° 2025E08 (modèles joints selon les lots) complété et signé électroniquement par le candidat ou le mandataire du groupement correspondant à chacun des lots pour lequel le candidat ou le mandataire du groupement soumissionne ;
2. l'annexe n° 1 à l'AE-CCAP, la confirmation de la compagnie d'assurance qu'elle a été destinataire de l'intégralité du cahier des charges et de la statistique sinistre selon modèle fourni ;
3. l'annexe n° 2 à l'AE-CCAP, la convention de gestion (modèle joint) complétée ;
4. l'annexe n° 3 à l'AE-CCAP, la liste des observations – amendements complétée ;
5. toutes les pièces annexes nécessaires à l'analyse de l'offre de l'assureur.

**Les candidats sont informés que le seul dépôt de leur pli vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui lui sera attribué.**

Les candidats sont également informés qu'ils doivent être en mesure de répondre à l'intégralité du besoin formulé dans les documents de la consultation.

En application de l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur autorisera tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Ainsi, seules les simples erreurs matérielles seront régularisées, c'est-à-dire, celles qui n'ont pas pour conséquence d'autoriser le candidat à modifier la teneur de son offre ou bénéficier d'un avantage injustifié par rapport à un autre candidat. Ex : un oubli de signature sera considéré comme erreur matérielle. En revanche un document incomplet empêchant l'analyse des offres ne sera pas considéré comme erreur matérielle.

## Chapitre V Date et modalités de remise des offres

### V.1 Dépôt des offres sous forme papier

Sans objet. Conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, toutes les offres seront déposées sous la forme dématérialisée selon les modalités fixées aux articles II.6 et IV.2 du présent document.

### V.2 Dépôt des offres sous forme dématérialisée

Le candidat transmettra son offre impérativement avant le :

**Jeudi 10 juillet 2025 à 12h00**

Cette offre sera déposée via le profil acheteur choisi :

<https://www.ternum-bfc.fr>

Les modalités relatives au dépôt des offres dématérialisées sont précisées au chapitre IV de l'annexe n° 1 au règlement de consultation.

## Chapitre VI Attribution du marché

### VI.1 Sélection des candidats – vérification des candidatures

Le cas échéant après demande de régularisation dans les conditions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique ou qui ne seront pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2142-5 à R. 2142-14 et R. 2143-3 du code de la commande publique et reprises à l'article IV.3.1 du présent règlement ne seront pas admises à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Conformément à l'article R. 2144-1 du code de la commande publique, les candidatures seront vérifiées sur la base de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats. En cas de groupement, l'appréciation s'effectuera de manière globale.

L'acheteur pourra décider d'examiner les offres avant les candidatures.

### VI.2 Jugement et classement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues au code de la commande publique.

Les critères seront notés de 1 à 10, (10 correspondant à la meilleure note), ces notes étant affectées d'un coefficient de pondération ci-après :

- Nature et étendue des garanties - Qualité des clauses contractuelles : **coefficient 5**

Les besoins de l'acheteur public sont définis précisément dans le cahier des charges. Aussi le candidat qui présentera une offre sans réserve ni amendement obtiendra la note maximum. Pour les candidats qui présenteront des réserves, ces dernières seront jugées au regard de leur impact sur la couverture assurantielle demandée dans le cahier des charges.

► Tarification : **coefficient 4**

Ce critère sera jugé sur la base de la prime TTC.

Pour les marchés dont le prix est un prix unitaire, le calcul de la prime TTC sera effectué par application du prix unitaire sur la dernière assiette de prime connue et/ou sur une assiette de prime estimative.

L'offre "moins disante" obtiendra la note maximum.

La formule de calcul de la note des autres offres tarifaires est la suivante :

$$\text{Note de l'offre} = \frac{\text{Note maximale (10)} \times \text{montant de la prime moins disante}}{\text{Montant de la prime de l'offre analysée}}$$

La note résultant de l'application de cette formule constituera la note du critère prix arrondi à 2 chiffres après la virgule, affectée du coefficient de pondération.

► Modalités et procédure de gestion des dossiers, et notamment des sinistres, par la compagnie et/ou l'intermédiaire : **coefficient 1**

Ce critère sera noté à partir des réponses apportées par le candidat à l'annexe n° 2 à l'AE-CCAP, la convention de gestion.

**Les résultats obtenus par application de chacun des critères ci-dessus seront additionnés afin d'obtenir une note finale sur 100.**

Pour chaque lot du présent marché, l'acheteur effectuera un classement des offres dans les conditions suivantes :

- un classement selon l'offre de base seule ;
- un ou des classement(s) selon l'offre de base complétée des prestations supplémentaires éventuelles.

En fonction des caractéristiques de chacun des lots, l'acheteur retiendra librement l'un des systèmes susmentionnés qui lui paraît le plus pertinent techniquement et financièrement et attribuera le lot à l'offre économiquement la plus avantageuse dans les conditions présentées ci-dessus.

Le candidat, dont l'offre aura été retenue, devra fournir, dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception de la télécopie ou du courrier l'informant de l'attribution du marché, les pièces listées au chapitre VII du présent règlement de consultation. Si le candidat retenu ne peut fournir ces documents dans le délai fixé, son offre sera rejetée. L'élimination de ce candidat est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

**Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. De plus, conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir à l'acheteur les documents et renseignements qui ont déjà été fournis dans le cadre d'une précédente procédure et qui demeurent valables.**

L'acheteur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure dans les conditions fixées aux articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du Code de la commande publique.

## VI.3 Information des soumissionnaires et du candidat retenu

Les soumissionnaires seront avisés du rejet de leur offre par voie électronique.

Les candidats retenus recevront, par voie électronique, une lettre de notification accompagnée d'une copie de leur marché ou d'un original de contrat signé électroniquement.

## VI.4 Procédure après notification du marché

L'assureur retenu devra remettre, après la notification du marché :

- **avant le 15 décembre 2025**, une note de couverture, sur le modèle établi par la société PROTECTAS, faisant référence aux garanties prévues au cahier des charges et justifiant de la co-assurance à 100 %.
- **avant le 1<sup>er</sup> avril 2026**, le contrat définitif conforme au cahier des charges et à l'AE-CCAP tel que complété par l'assureur.
- la quittance à la production du contrat définitif.

## Chapitre VII Documents justificatifs fournis par l'attributaire

Le seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir à l'acheteur les pièces mentionnées aux articles R. 2143-5 à R. 2143-16 du Code de la commande publique.



Les administrations concernées peuvent mettre plusieurs semaines pour produire ces différents documents. Il est donc fortement recommandé de les demander bien avant la date de remise des plis afin d'être en mesure de les produire dans le délai imparti par le SDIS 21.

Ces documents devront concerner la dernière période disponible auprès des administrations et organismes compétents.

**Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. De plus, conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir à l'acheteur les documents et renseignements qui ont déjà été fournis dans le cadre d'une précédente procédure et qui demeurent valables.**

## Chapitre VIII Autres renseignements

### VIII.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation transmis se compose des documents suivants :

- ✓ le présent Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes n° 1 à 4 ;
- ✓ Pour le lot n° 1 : « Responsabilité et risques annexes »
  - ✓ Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (AE-CCAP) (9 pages),
  - ✓ Annexe n° 1 à l'AE-CCAP, attestation de la compagnie d'assurance (1 page),
  - ✓ Annexe n° 2 à l'AE-CCAP, convention de gestion (2 pages),
  - ✓ Annexe n° 3 à l'AE-CCAP, observations – amendements (1 page),
  - ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) solution de base : conditions particulières (7 pages) et conditions générales (18 pages),
  - ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) PSE : conditions particulières (3 pages) et conditions générales (11 pages),
  - ✓ Dossier technique (14 fichiers).

- ✓ Pour le lot n° 2 : « tous dommages aux matériels informatiques, électroniques et en exploitation »
  - ✓ Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (AE-CCAP) (8 pages),
  - ✓ Annexe n° 1 à l'AE-CCAP, attestation de la compagnie d'assurance (1 page),
  - ✓ Annexe n° 2 à l'AE-CCAP, convention de gestion (2 pages),
  - ✓ Annexe n° 3 à l'AE-CCAP, observations – amendements (1 page),
  - ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : conditions particulières (4 pages) et conditions générales (14 pages),
  - ✓ Dossier technique (6 fichiers).
- ✓ Pour le lot n° 3 : « Tous dommages aux échelles »
  - ✓ Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (AE-CCAP) (8 pages),
  - ✓ Annexe n° 1 à l'AE-CCAP, attestation de la compagnie d'assurance (1 page),
  - ✓ Annexe n° 2 à l'AE-CCAP, convention de gestion (2 pages),
  - ✓ Annexe n° 3 à l'AE-CCAP, observations – amendements (1 page),
  - ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : conditions particulières (4 pages) et conditions générales (14 pages),
  - ✓ Dossier technique (5 fichiers).
- ✓ Pour le lot n° 4 : « Risques statutaires du personnel »
  - ✓ Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (AE-CCAP) (8 pages),
  - ✓ Annexe n° 1 à l'AE-CCAP, attestation de la compagnie d'assurance (1 page),
  - ✓ Annexe n° 2 à l'AE-CCAP, convention de gestion (2 pages),
  - ✓ Annexe n° 3 à l'AE-CCAP, observations – amendements (1 page),
  - ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : conditions particulières (4 pages) et conditions générales (13 pages),
  - ✓ Dossier technique (5 fichiers).
- ✓ Pour le lot n° 5 : « Protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires »
  - ✓ Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (AE-CCAP) (7 pages),
  - ✓ Annexe n° 1 à l'AE-CCAP, attestation de la compagnie d'assurance (1 page),
  - ✓ Annexe n° 2 à l'AE-CCAP, convention de gestion (2 pages),
  - ✓ Annexe n° 3 à l'AE-CCAP, observations – amendements (1 page),
  - ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : conditions particulières (3 pages) et conditions générales (7 pages),
  - ✓ Dossier technique (5 fichiers).
- ✓ Pour le lot n° 6 : « Protection juridique des personnes physiques »
  - ✓ Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (AE-CCAP) (7 pages),
  - ✓ Annexe n° 1 à l'AE-CCAP, attestation de la compagnie d'assurance (1 page),
  - ✓ Annexe n° 2 à l'AE-CCAP, convention de gestion (1 page),
  - ✓ Annexe n° 3 à l'AE-CCAP, observations – amendements (1 page),
  - ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : conditions particulières (4 pages) et conditions générales (8 pages),
  - ✓ Dossier technique (4 fichiers).

**Le candidat devra compléter les différentes pièces du présent marché sans pour autant y apporter de modifications, sous peine de non-conformité et par conséquent de rejet de son offre en application de l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique.**



## VIII.2 Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements doivent être effectuées via la plate-forme de dématérialisation de l'acheteur. Toutes les réponses à ces questions seront soumises à l'ensemble des candidats sur la plate-forme de dématérialisation : <https://www.ternum-bfc.fr>.

Aucune question ne pourra parvenir moins de 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de retrait anonyme du dossier de consultation des entreprises sur le plate-forme de dématérialisation, les candidats n'auront pas accès aux différentes correspondances, et notamment à la publication des questions/réponses ou encore à la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

Pour les renseignements d'ordre technique et administratif :

Établissement : SDIS 21

Sous-Direction des Affaires Administratives, Juridiques et Financières (SDAAJF)

Service Affaires Générales et Commande Publique (AGCP)

Téléphone : 03.80.112.603

Mail : [marchespublics@sdis21.org](mailto:marchespublics@sdis21.org)

OU

Assistant à maîtrise d'ouvrage : Monsieur Pierre-Alexandre ROYER, société Protectas

6 rue de la Madeleine

25000 Besançon

Téléphone : 03.81.88.99.20

Mail : [conseil@protectas.fr](mailto:conseil@protectas.fr)

## Chapitre IX Annexes au règlement de la consultation

Annexe n° 1 : Dématérialisation des procédures,

Annexe n° 2: Fiche de vérification,

Annexe n° 3: Déclaration sur l'honneur,

Annexe n° 4: Mandat de la compagnie.